

**Ukraine - Déclaration à la presse de  
M. Jean-Yves Le Drian, ministre de  
l'Europe et des affaires étrangères**  
(Kiev, 23 mars 2018)

Mesdames et Messieurs, cher Pavlo,

Je suis très heureux d'être aujourd'hui en Ukraine. Je tiens tout d'abord à vous dire tout le plaisir que j'ai d'être ici en Ukraine, pour mon premier déplacement. Nous avons eu l'occasion, hier soir, d'avoir un long entretien avec le président Porochenko et ce matin une rencontre importante avec mon ami Pavlo Klimine. Je suis accompagné à la fois du président du groupe d'amitié France-Ukraine à l'Assemblée nationale et au Sénat et c'est un symbole qui mérite d'être souligné. Nous nous rendons cet après-midi à la Rada.

Nos entretiens ont bien sûr porté sur le conflit avec la Russie. Sur ce sujet, je veux de nouveau, et très solennellement, s'il en était encore besoin, rappeler l'attachement de la France à l'intégrité territoriale et à la pleine souveraineté de l'Ukraine. Notre position est et restera inchangée, parce qu'elle est celle du droit international : nous ne reconnaissons pas l'annexion illégale de la Crimée par la Russie. S'agissant de la crise du Donbass, la France - comme vous le savez - joue en relation étroite avec l'Allemagne un rôle de médiateur. Je voudrais exprimer ici ma préoccupation face à une crise qui dure. Des morts sont à déplorer chaque semaine, les populations civiles sont les otages de ce conflit qui les contraint à des conditions de vie extrêmement difficiles. J'ai été très heureux et à la fois extrêmement ému de pouvoir rencontrer ce matin à la fois des prisonniers libérés ainsi que leurs familles mais aussi des familles de prisonniers non libérés dans le Donbass ou même en Crimée mais aussi des familles de disparus. Je leur ai apporté mon soutien, écouter leur témoignage et apprécier leur courage.

Je mentionnais à l'instant le sort des populations civiles. Nous devons agir avec détermination pour leur venir en aide. La France a décidé de soutenir financièrement les activités menées dans l'Est de l'Ukraine par les ONG " Croix-Rouge française " et " Triangle Génération Humanitaire " pour un montant de 500.000 euros. Ces deux organisations oeuvrent au renforcement de la sécurité alimentaire. Par ailleurs, nous avons financé deux projets mis en oeuvre par le CICR. Le premier permettra la réhabilitation d'une école et le second portera sur la réfection d'un réservoir d'eau de la station de Popasna.

Sur la crise du Donbass nous allons reprendre nos efforts, et ceci en accord avec mon homologue allemand, la mise en oeuvre les accords de Minsk, et en particulier peser sur la Russie pour qu'elle mette en oeuvre ces accords et en premier lieu qu'elle se conforme à ses obligations dans le domaine sécuritaire. La Russie doit organiser un cessez-le-feu complet et durable sur le terrain. Une fois que les conditions de sécurité seront réunies, nous comptons également sur l'Ukraine pour poursuivre la mise en oeuvre des mesures qui relèvent de sa responsabilité. Je veux être très clair sur ce point - et Pavlo le sait bien - dans cette crise, il y a pour nous un pays agresseur et un pays agressé. Il n'y a pas d'ambiguïté. Et c'est précisément



parce qu'il n'y a pas d'ambiguïté que, je me permets de le dire, il ne faut pas que l'Ukraine oublie de remplir ses propres engagements.

On sait, et je l'ai dit au président Porochenko hier soir, l'ampleur des réformes qui ont été engagées dans ce pays, depuis 2014, on sait les avancées qui ont été effectuées dans les secteurs bancaire, énergétique et dans la santé. Tout cela est un travail énorme qu'il faut saluer car ce n'était pas facile. La France et les pays européens souhaitent que ce programme se poursuivre et en particulier dans le domaine de la lutte contre la corruption. C'est la mise en oeuvre d'une Cour anti-corruption qui sera le signe de la confiance

Au cours de notre entretien, et nous le referons, nous avons enfin abordé les projets qui relèvent de notre coopération bilatérale. Elle se porte bien et elle est pleine d'avenir. Nous avons signé une lettre d'intention pour l'acquisition d'hélicoptères par l'Ukraine. Il y a d'autres grands sujets que Pavlo a évoqué sur le domaine de l'environnement, du développement durable. Il y a ici 160 entreprises françaises qui sont déjà implantées avec une demande d'avenir et dont le partenariat est très stimulant.

Je remercie Pavlo d'avoir permis que l'année universitaire 2018-2019 soit l'année de la langue française en Ukraine.

Voilà, mesdames et messieurs, ce que je voulais vous dire à mi-parcours de ce premier déplacement. Je voudrais rajouter que j'ai eu un grand moment d'émotion tout à l'heure en recevant les familles de prisonniers. J'en ai un autre ce matin en me rendant à Babi Yar, le site du plus grand massacre de la " Shoah par balles " en Ukraine, qu'une association française emmenée par le Père Patrick Desbois a contribué à documenter.

Je pense que j'aurais une forte émotion tout à l'heure sur la place Maïdan en compagnie de l'écrivain et témoin Andreï Kourkov, Je pense que cette visite-là me permettra de sentir davantage encore l'histoire et l'aspiration démocratique très vivante de votre pays, mon cher Pavlo.

Question sur une liste de personnes sanctionnées par l'UE suite au Conseil des affaires étrangères

R - Ces questions se rapportent au Donbass et à la Crimée. Tout d'abord, il y a un moment d'opportunité pour reprendre avec force le processus de Minsk. Les élections en Ukraine ne sont que dans un an et on sort du processus politique en Allemagne et en Russie. C'est le moment de se réengager dans le dispositif avec détermination et c'est la raison pour laquelle je reviendrai ici avec mon homologue allemand dans peu de temps.

Concernant la partie de la question sur la Crimée, je voudrais vous redire que la France - comme l'ensemble de ses partenaires européens - ne reconnaît ni ne reconnaîtra l'annexion illégale de la Crimée. Je vous le redis, la France soutient totalement la poursuite des sanctions sectorielles qui ont été reconduites pour six mois, des sanctions individuelles qui sont permanentes, elles peuvent se renforcer et pour votre information les députés élus lors des



législatives russes sont sur la listes des sanctions individuelles.

Ce qui nous préoccupe plus particulièrement sur la Crimée c'est la détérioration des droits de l'Homme -nous avons eu des exemples lors de notre rencontre avant cette conférence de presse - et la militarisation de la péninsule.

Question sur l'éventuelle expulsion de diplomates russes par la France ou le rappel de l'ambassadeur de France à Moscou dans l'affaire Skripal.

R - Vous verrez.

Question sur les relations entre les deux présidents.

R - Le président Macron a une grande affection pour l'Ukraine, le président Porochenko a été l'un des premiers présidents à être reçu à l'Elysée au mois de juin de l'année dernière. Cette visite vaut un retour qui sera prévu en fonction de l'agenda du président de la République./.